

# 1960-1974

## Principaux événements

- Les Accords d'Evian signés le 18/19 mars 1962 établissent que les Juifs d'Algérie seront à l'avenir considérés comme «européens». La Constitution de l'Algérie proclame que le pays est une «terre d'Islam» et que ses «composantes fondamentales» sont «l'islam, l'arabité et l'amazighité».

- **Le discours national israélien, notamment après le procès Eichmann** (du 11 mars au 11 décembre 1961), **intègre la Diaspora décimée par le judéocide dans la définition de l'identité juive.**

- En décembre 1963, *Le Vicaire*, la pièce de Rolf Hochhuth, commence à être représentée à Paris et provoque de vives réactions de l'Église catholique. Selon F. Azouvi (2012), « *1963 doit être retenu comme la date à laquelle le génocide des Juifs entre dans l'espace public, celui des Juifs comme des non-Juifs* ». Le thème de la concurrence des victimes commence à apparaître, comme en témoigne l'article publié dans *Le Monde* en janvier 1964 et signé par Alioune Diop, sénateur SFIO et très catholique directeur de la revue *Présence africaine*, qui rappelle « l'extermination » des esclaves africains, des indigènes d'Australie, des Indiens, d'Amérique, etc., et invite les Juifs à cesser de critiquer Pie XII !!!

- « *Jusqu'en 1967, le soutien des Juifs de France à Israël se fait discret. Les manifestations publiques ou les collectes de fonds sont très rares et les responsables communautaires n'entreprennent aucune tentative pour influencer la politique étrangère française dans ce domaine.* » (S. Ghiles-Meillac, 2011.)

**Une partie des Juifs français connaissent un processus de «sionisation» ou d'«israélisation»<sup>1</sup>, suite à la guerre des Six-Jours et aux déclarations incendiaires de dirigeants de l'OLP comme Ahmed**

---

1. Même s'il n'emploie pas le terme de «sionisation», on lira avec profit l'analyse détaillée de S. Ghiles-Meilhac (2009).

Par contre, ce terme est utilisé par Jean-Christophe Attias : «*Il y a un phénomène général de sionisation du judaïsme et de judaïsation du sionisme. De plus en plus d'esprits identifient le judaïsme au sionisme. Je ne dis pas que les deux sont sans rapport ou incompatibles, mais la réduction de l'un à l'autre est très dommageable, pour l'un comme pour l'autre d'ailleurs. En France, il faut rappeler que le judaïsme, riche de toute une histoire, ne se résume pas au sionisme. En Israël, on assiste à une rejudaïsation de l'idéal sioniste, pris en charge par des extrémistes religieux.*» (Interview publiée dans *L'Express*, le 2 février 2016.)

Quant à Laurent Klein (2006), il souligne que «*les organismes de collectes pour la communauté juive et ceux pour Israël*» qui, jusqu'à la guerre des Six Jours, «*œuvraient séparément*» «*fusionnèrent en créant l'Appel unifié juif de France*», ce qui va bien dans le sens d'une «israélisation». Dans le même article, l'auteur rappelle qu'«*en 2002, 86% des Juifs français se disaient liés à Israël*». Et il va encore plus loin en affirmant que, depuis 1967, les «*critiques de la politique israélienne [...] sont quasiment inexistantes au sein de la communauté*» et que celle-ci «*se conduit en supporter du gouvernement au pouvoir, surtout si celui-ci se présente comme étant aux avant-postes de la défense d'Israël et du peuple juif*».

Signalons enfin que le Consistoire de Paris a inscrit désormais **trois nouveaux temps forts** dans son calendrier, trois journées qui célèbrent successivement le «*souvenir des soldats israéliens morts au combat*», «*l'indépendance et la fête nationale d'Israël*», et la «*libération de Jérusalem*» en 1967

**Choukeiry qui proclame, le 2 juin 1967 :** « *En cas de conflit, il ne resterait pratiquement pas de survivants juifs.* »

– **L'anti-impérialisme monte dans la jeunesse et parallèlement l'antisionisme se développe sous diverses formes.**

– **Après 1967, la propagande soviétique devient de plus en plus clairement antisémite et pas seulement antisioniste.**

– **«L'alliance américano-israélienne, qui commença à se développer au début des années 60, fut cimentée seulement après la guerre des Six-Jours. [...] Si les États-Unis veulent intervenir militairement au Moyen-Orient aujourd'hui, Israël ne leur est guère utile, et ils doivent s'appuyer sur l'Égypte, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Koweït et d'autres régimes pour avoir un soutien»** local significatif, selon D. Hirsh (2018).

– **Les étudiants et les travailleurs d'origine maghrébine commencent à s'intéresser davantage à la question palestinienne, au fur à mesure que cette question est portée sur la place publique par l'extrême gauche et les groupes nationalistes arabes. Cela a des conséquences sur les rapports entre les Juifs, d'un côté, et les Maghrébins et/ou musulmans de l'autre.**

**DANS LES QUATORZE ANNEES QUI SUIVENT on assiste à une baisse tendancielle des actes antisémites avec quelques explosions localisées ou temporaires.**

#### \* *CONTEXTE INTERNATIONAL*

– Au Moyen-Orient, Nasser «*était particulièrement déterminé à présenter Israël comme un agent de l'impérialisme occidental et le sionisme comme un complot contre l'indépendance arabe. L'Égypte présenta la question d'Israël à toutes les conférences afro-asiatiques, en affirmant que Israël aidait l'impérialisme occidental à reprendre pied en Afrique. Ses efforts furent couronnés de succès en janvier 1961, lorsque la Charte africaine de Casablanca fut signée par une minorité d'États africains. Ce texte dénonçait Israël comme un instrument au service de l'impérialisme et du néocolonialisme, pas seulement au Moyen-Orient mais aussi en Afrique et en Asie [...]. Les États subsahariens maintinrent leurs relations avec Israël à l'époque, mais les efforts répétés de l'Égypte influencèrent la pensée politique anticoloniale. Israël ne fut pas invitée à la Conférence du mouvement des non-alignés en 1961, et l'année suivante l'Indonésie refusa d'inviter Israël et Taiwan à prendre part aux Quatrièmes jeux asiatiques à Djakarta.*» (D. Rich, 2018)

– **Mars-décembre 1961 Le procès Eichmann ouvre une nouvelle phase dans la construction du nationalisme israélien** en rappelant aux États européens et aux États-Unis leurs responsabilités dans le judéocide. Selon Moishe Postone (2000), jusqu'ici «*la tentative des nazis d'exterminer les Juifs était considérée comme une dimension particulière, malheureuse, mais secondaire, de la guerre déclenchée par l'Allemagne nazie. Avec le changement marqué par le procès d'Eichmann, cependant, ce que l'on a depuis appelé la Shoah, ou l'Holocauste, en est venu à occuper le centre de telles considérations. Ce glissement peut être considéré rétrospectivement comme faisant partie d'une*

---

«*capitale éternelle, une et indivisible de l'État hébreu*» (cette dernière position bloquant toute négociations en faveur de la paix) !

*transformation culturelle intervenue dans le monde capitaliste-industriel, qui s'est éloigné d'une forme abstraite d'universalisme pour se concentrer progressivement sur la subjectivité et l'identité».*

Ce procès est présenté par la presse soviétique comme un complot pour liquider «*le principal témoin des tractations du sionisme international avec la Gestapo*» ! L'antisionisme stalinien atteint des sommets.

Selon A. Wieworka, «*la séquence la plus importante est celle qui va du procès Eichmann (1961) à la guerre des Six Jours (1967). Cette courte période est déterminante, parce qu'on a pris conscience à la fois du caractère industriel de la Shoah, de son caractère unique, et de la relative fragilité de l'Etat d'Israël*» (in O. Guland, M. Zerbib, 2000).

En France le procès Eichmann «*ne suscite aucune passion publique. Il n'enclenche pas la dynamique de l'État [français], visiblement sourd à ce qui aurait pu être la leçon de l'événement, puisque le général de Gaulle, fidèle à sa ligne de rapprochement avec l'Allemagne fédérale, fait libérer en décembre 1962 Karl Oberg, chef de la SS et de la police pour la France, chargé de la lutte contre la Résistance et responsable de la "question juive" ainsi que son assistant, Helmut Knochen, chef de la police de sûreté et du service de sécurité* » (F. Azouvi, 2012).

– B. Zarka (1998) précise : «*La crise de Bizerte entre la France et la Tunisie, en juillet 1961, s'accompagne d'une vague d'antisémitisme qui sera pour beaucoup, principalement dans les petites classes moyennes, le signal du départ. Pour ceux qui sont restés, les plus modestes, voire les plus pauvres, les émeutes et exactions contre des commerces et des lieux de culte juifs qui ont lieu à l'annonce du conflit israélo-arabe de 1967 créent un climat de peur qui les pousse à préparer leur départ dans la panique.*»

– En 1963, le magazine de la Ligue arabe, *Arab Outlook*, publie un long article pour expliquer que le boycott économique de la Ligue contre Israël est une façon de combattre «*l'apartheid israélien*», expression qui florira quelques décennies plus tard.

– 1964 : L'Église catholique admet enfin que les Juifs ne sont **pas** un peuple déicide : selon l'épiscopat français, «*L'antisémitisme est un héritage du monde païen, mais il est encore renforcé en climat chrétien par des arguments pseudo-théologiques.*» Nous voilà rassurés !

**Ce tournant politique de l'Église aura des conséquences importantes sur la mentalité des fidèles, du moins en Europe** (beaucoup moins en Amérique latine où subsiste encore une vieille tradition antijudaïque, donc aussi antisémite chez les catholiques).

– L'OLP est fondée en mai 1964, trois avant la guerre des Six Jours et l'occupation de la Cisjordanie. Dans une brochure éditée en 1965 (*Le colonialisme sioniste en Palestine*) cette organisation établit une comparaison directe entre Israël et l'Afrique du Sud ; l'État hébreu est présenté comme encore pire que celui de l'apartheid : «*dans aucun pays d'Asie ou d'Afrique ou d'Asie, pas même en Afrique du Sud ou en Rhodésie, le suprémacisme de la race européenne ne s'est exprimé sous une forme aussi passionnée en faveur d'un exclusivisme racial qu'en Palestine*», selon l'auteur, Fayez Sayegh.

Dans une brochure publiée par le FLN algérien en 1965, le sionisme est présenté comme un «*colonialisme fondé sur un système expansionniste, théocratique et raciste*» ; Israël est une création

artificielle qui «résulte de la volonté impérialiste» et dont «la nature est fasciste et raciste» ; sa création a été facilitée par «le monopole des centres d'influence économique, financière et informationnelle, monopole détenu par les magnats juifs».

Tous les thèmes de l'antisionisme actuel, y compris ses leitmotiv antisémites sur les «magnats juifs», sont déjà en place. Les guerres d'agression successives d'Israël permettront à ce discours d'acquiescer progressivement une audience et surtout une crédibilité mondiales.

– **La guerre des Six Jours (5-10 juin 1967) et la guerre du Kippour (6-24 octobre 1973)** altèrent considérablement l'image internationale d'Israël, donnant naissance à différentes formes d'antisionisme, souvent antisémite, ou les renforçant.

– **Un certain nombre de cibles israéliennes sont visées par des groupes propalestiniens ou palestiniens**, mais ces actes terroristes ne peuvent être considérés comme directement antisémites.

– Au Proche-Orient et au Moyen-Orient, les années **1967 et 1968 sont très dures pour les Juifs égyptiens, tunisiens, marocains syriens, irakiens** qui sont contraints à s'exiler. Leurs passeports sont saisis, leurs biens séquestrés et ils sont souvent licenciés.

– En **1968, en Pologne** le pouvoir lance une grande campagne contre les Juifs que Gomulka qualifie de «*cinquième colonne*». De nombreuses purges contraignent les Juifs à l'exil.

– En **URSS** le pouvoir alterne la répression et l'ouverture des frontières, laissant partir 78 000 Juifs entre 1971 et 1973. L'antisionisme à tonalité antisémite et complotiste prend de plus en plus d'ampleur dans les médias officiels, parallèlement à un changement important de la politique étrangère soviétique : l'URSS mise sur à la fois sur le nationalisme arabe et sur les mouvements de guérilla, pour affaiblir l'influence américaine.

– **Le tiers-mondisme chasse, lentement mais sûrement, le judéocide dans la conscience des militants de gauche et d'extrême gauche, particulièrement chez les plus jeunes.** Judéocide qui, de toute façon, n'était guère présent dans leur culture historique (à part chez ceux qui venaient de familles juives<sup>2</sup> – et encore), si ce n'est sous l'éclairage antifasciste. Le Vietnam, le Laos et le

---

2. *A posteriori*, on trouve beaucoup de témoignages de cadres ou de dirigeants juifs d'extrême gauche, maoïstes ou trotskistes, qui affirment que leur haine des nazis et leurs traumatismes familiaux ont joué un rôle décisif dans leur engagement militant des années 60. Il est difficile de faire la part entre leurs motivations individuelles passées et la reconstruction de leurs mémoires, tant la place du judéocide a changé dans les discours officiels des États démocratiques européens, les manuels scolaires, les films, les feuilletons, les bandes dessinées et les romans populaires, et peut avoir influencé rétroactivement leur vision d'il y a cinquante ans. Et ce, d'autant plus que, aujourd'hui, l'extrême gauche ne mentionne plus la classe ouvrière israélienne (ce qu'elle faisait encore dans les années 1960 et 1970 en prônant une lutte commune entre travailleurs juifs et arabes) et que son langage ne tranche guère avec celui des groupes islamo-nationalistes comme le Hamas, qui mélangent

Cambodge subissent encore l'intervention de troupes américaines en 1968 ; les colonies portugaises d'Afrique resteront sous le joug jusqu'en 1974, quelques années plus tard la décolonisation est achevée. Mais, après 1975, en dehors de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, **il n'y a plus de cause anticoloniale à soutenir, à part la Palestine, qui prend désormais la première place.**

### **\* D'où vient l'antisionisme actuel ?**

Selon Dave Rich (2018) à propos du Royaume Uni, mais son analyse s'applique sans doute à d'autres pays européens et aux Etats-Unis, *«la Nouvelle Gauche représentait effectivement une nouvelle classe sociale, enracinée dans les professions intellectuelles et culturelles et dont l'agenda politique allait être dominé par l'identité et l'iconoclasme. Ce n'est pas un hasard si les sentiments et le militantisme anti-israéliens dominant dans les milieux culturels, intellectuels et universitaires britanniques aujourd'hui, étant donné que la politique de la Nouvelle Gauche a toujours trouvé le plus de soutien dans ces secteurs. [...] L'idée que le sionisme est une idéologie colonialiste et Israël un vestige du colonialisme occidental au Moyen-Orient vient directement de la Nouvelle Gauche des années 60. L'anticolonialisme, la race<sup>3</sup> et la guerre froide jouèrent un rôle essentiel dans la formation de la Nouvelle Gauche et créèrent un cadre dans lequel Israël et le sionisme étaient du mauvais côté de la barrière. [...]*

*L'anticolonialisme commença sous la forme d'une campagne pour que les colonies européennes remportent leur indépendance, et se transforma ensuite en un soutien politique général pour ces nouveaux États après qu'ils furent devenus indépendants. [...]*

*Cela fournit un terrain fertile pour l'idée, maintenant très répandue dans la gauche, selon laquelle le sionisme est un mouvement colonial européen et Israël un bastion de colons blancs plutôt qu'un État-nation légitime. Tel est le cadre intellectuel et politique fondamental dans lequel sont expliqués le sionisme et Israël dans la politique de la Nouvelle Gauche. Ce n'est pas arrivé par hasard et son évolution a été un produit direct de la politique anticoloniale radicale des années 60».*

Selon Dave Rich, l'antisionisme actuel est né au Royaume uni grâce à une alliance originale entre des centristes (les Young Liberals), des jeunes étudiants originaires du Proche-Orient et du Moyen-Orient (dont certains d'origine palestinienne), et les ambassades de la région : Égypte, Lybie, Arabie saoudite, etc., qui financèrent généreusement le mouvement de solidarité avec la Palestine. C'est cette alchimie particulière qui a permis, au Royaume uni, de construire un mouvement important, sur le modèle à la fois de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et l'intervention américaine au Vietnam.

Les groupes d'extrême gauche (maoïstes ou trotskistes) n'y ont joué qu'un rôle mineur, tant ils étaient enfermés dans leurs débats idéologiques, les premiers défendant l'idée d'une guérilla marxiste

---

discours sur les droits de l'homme, rhétorique anti-impérialiste et anticolonialiste, et propagande religieuse. Dans un tel contexte, les septuagénaires ou les octogénaires de la gauche radicale ont intérêt à reconstruire les motivations de leurs engagements passés.

3. Où l'on voit que les adeptes français des «races sociales» ont un demi-siècle de retard sur leurs maîtres à penser anglo-saxons.

organisant les paysans, les seconds prônant une révolution socialiste s'appuyant sur l'union des prolétariats arabe et israélien de toute la région, ou soutenant le FDPLP<sup>4</sup>.

Dave Rich remet en cause l'idée selon laquelle l'extrême gauche britannique aurait influencé la vision négative de la gauche travailliste et de l'opinion publique concernant Israël ; selon lui, l'antisionisme actuel, fondé sur la défense des droits de l'homme des Palestiniens et la conception selon laquelle Israël est une «tête de pont» de l'impérialisme américain, a des sources bien différentes.

Il serait donc important de savoir quel rôle ont joué en France les milieux gaullistes, les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, les ambassades du Proche-Orient et du Moyen-Orient, les Amicales de travailleurs immigrés contrôlées par l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc, les catholiques et les protestants de gauche, etc., dans la création d'une image très négative d'Israël dans l'opinion publique.

Si l'on en croit l'invitation à un colloque sur «*La Palestine dans les luttes sur l'immigration en France*» qui s'est tenu en septembre 2018 (<http://apprendrelapalestine.blogspot.com/>), l'«*histoire du soutien à la cause palestinienne en France est encore à écrire*». En tout cas, d'après les auteurs de deux articles<sup>5</sup> consacrés à cette question, la première génération des Comités Palestine fut étroitement liée à la Gauche prolétarienne, d'un côté, et, de l'autre aux «*premiers représentants officiels de l'OLP : Mahmoud Hamchari et Azzedine Kalak*», tous deux assassinés par les services secrets israéliens – le premier en janvier 1973 et le second en août 1978.

En France, le mouvement de soutien à la Palestine démarre beaucoup plus à gauche qu'au Royaume uni, puisqu'il est lancé en 1967 par les maoïstes de la Gauche prolétarienne et de jeunes étudiants nationalistes arabes, ou des staliniens arabes. Ils gagnent le soutien de certains députés gaullistes «de gauche» (Louis Terrenoire<sup>6</sup>), de chrétiens de gauche (l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, entre autres). Le PCF et la LCR contribuent à créer des associations humanitaires comme l'Association médicale franco-palestinienne (AMFP) en 1974 et l'Association France Palestine (AFP) en 1979. «*L'AMFP est créée après la guerre de Kippour par un groupe de médecins proches de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), du Parti Socialiste Unifié (PSU) ou du Parti Communiste Français (PCF)*» (M. Hecker, 2013). Quant aux maoïstes, après avoir tenté de noyauter un temps l'AMFP, un certain nombre d'entre eux participent à la création de l'AFP, Association France Palestine, sous l'impulsion du PCF et notamment d'Alain Gresh, et avec des personnalités gaullistes (Terrenoire) et socialistes (Buttin).

Il faut noter également le rôle des associations étudiantes maghrébines, puis, dans les années 90, l'apparition d'organisations «juives<sup>7</sup>» comme l'UJFP, d'associations musulmanes et d'ONG

---

4 FDPLP, groupe fondé en 1969 par Nayaf Hawatmeh, et issu d'une autre mouvement palestinien, le FPLP, créé en 1967 par Georges Habbache. Tous deux se réclamaient à la fois du nationalisme arabe et du marxisme à la sauce maoïste et ont entretenu des liens avec l'impérialisme soviétique et avec des Etats policiers régionaux (Syrie, Irak).

5. Marc Hecker (2013) et Abdellali Hajjat (2006).

6. Catholique, résistant déporté à Dachau, membre du MRP puis du RPF, il dénonce le rôle du PCF dans la grève des mineurs de 1948. Il fut maire, député et ministre. Comme Bitterlin, il appartient à des réseaux liés aux États arabes et très probablement financés par eux.

7. Bien qu'elle ait pris le nom d'Union des Juifs français pour la paix, dans ses statuts, cette

(musulmanes ou pas) se consacrant à l'aide humanitaire pour les Palestiniens. Ces organisations et ONG attirent de plus en plus de jeunes «musulmans» des quartiers populaires qui n'hésitent plus, depuis le début des années 2000, à arborer les couleurs du Hamas, à brandir des pancartes proclamant «Israël=SS» et parfois à crier des slogans antisémites.

Dans un tel contexte, au fil des années 2000, les rapports entre les Juifs (de culture ou de religion) et les musulmans (de culture ou de religion) n'ont fait que se tendre et cette situation a poussé de plus en plus le «collectif juif» à soutenir la droite, voire à ne plus tenir le Front national pour un ennemi infréquentable (cf., bien que ce ne soit pas le point de vue des auteurs, les témoignages recueillis dans *La main du diable. Comment l'extrême droite a voulu séduire les Juifs de France*<sup>8</sup>, de Judith Cohen-Solal et Jonathan Hayoun, témoignent d'un effritement inquiétant du «cordon sanitaire républicain» autour de l'extrême droite lors des échéances électorales locales comme nationales.)

## \* CHANGEMENTS DANS LA COMPOSITION DU «COLLECTIF JUIF»

La guerre d'Algérie n'est pas vécue de la même façon par les Juifs et par les Maghrébins, en particulier les Algériens, que ce soit en Afrique du Nord ou en France métropolitaine. Pendant la guerre d'Algérie, le CRIF évite soigneusement de prendre position : *«il plonge alors dans une hibernation profonde et reste complètement absent des grands débats politiques nationaux»* jusqu'en 1967 (S. Ghiles-Meilhac, 2011). Les immigrés algériens prennent position massivement en faveur de l'indépendance et la répression étatique s'abat sur eux, comme en témoigne le massacre du 17 octobre 1961 (entre 150 et 200 morts). Selon R. Leveau et D. Schnapper (1987) : *«Au temps des luttes pour l'indépendance, la communauté algérienne en France a su résister à l'autorité politique en utilisant aussi bien la violence contre les forces de l'ordre que les manifestations de femmes et d'enfants. Elle put ainsi rendre inopérant le couvre-feu<sup>9</sup> imposé en 1961 par les autorités françaises, acceptant de payer cette résistance par de nombreux morts.»*

**En 1961/1962**, environ 135 000 Juifs d'Algérie arrivent en France, et seule une petite partie d'entre eux (13 500) émigrera en Israël. (A la veille de l'indépendance, il y a environ 105 000 juifs en Tunisie et 255 000 au Maroc). Cet afflux de Juifs va à la fois renforcer et transformer en profondeur le fonctionnement de la «minorité juive» en France.

Selon R. Leveau et D. Schnapper (1986) : *«Il est vrai que la majorité des juifs français est aujourd'hui originaire du Maghreb. Mais, à leur arrivée en France, ils se sont trouvés immédiatement insérés dans des structures dont les origines remontaient pour certaines (les Consistoires) à l'époque napoléonienne. [...] Dans l'ensemble, comparés aux migrants maghrébins juifs, les migrants musulmans sont décalés dans leur rapport la France d'au moins une génération.»*

---

organisation affirme accueillir les non-Juifs antisionistes dans ses rangs et n'est donc nullement une organisation «juive» – si ce mot a un sens !

8. Cf. ma critique de ce livre : <https://nfnf.eu/spip.php?article628> .

9 En réalité le couvre-feu dura jusqu'en mars 1962.

Pour ce qui concerne les Juifs tunisiens, comme le rappelle B. Zarka (1998), si cinq mille d'entre eux sont déjà arrivés en France entre 1946 et 1956, 25 000 autres arrivent entre 1956 et 1960, profitant de réseaux établis antérieurement mais dans des conditions plus difficiles puisque «*les transferts d'avoirs et de biens sont alors strictement réglementés*»

## **\* L'arrivée des Juifs tunisiens (les Tunes) En France et notamment à Belleville**

*«Ceux qui s'adressent aux instances d'aide communautaire à leur arrivée en France ne sont ni des rapatriés ni des réfugiés<sup>10</sup>. C'est grâce à l'aide financière des organisations juives mondiales (Fond social juif unifié) que des structures d'assistance sont mises en place. Les familles juives tunisiennes modestes et démunies attendent tout de ces services et l'existence du Comité de bienfaisance israélite de Paris est pour beaucoup dans leur afflux vers la capitale. Ouvert à Paris en 1961, le Bureau d'information et d'orientation règle les problèmes administratifs, aide à la recherche d'un emploi et d'un logement. Les plus pauvres, venus du ghetto de Tunis, ont été orientés vers les taudis vacants de Belleville, avec l'idée que ce seraient des logements de transit. Mais les familles ont alors accueilli, dans des logements surpeuplés, des proches, qui ont prospecté les immeubles voisins. (Cela rappelle, jusque dans la pratique du pas de porte, l'immigration polonaise juive de l'entre-deux-guerres dans le même quartier, encore que cette expérience soit commune à bien des communautés migrantes.) Ainsi les Juifs tunisiens des milieux les plus populaires, quelque peu désorientés par la société française laïque à laquelle ils doivent s'adapter (par exemple, les services communautaires français leur proposent des emplois, mais ne se préoccupent pas du respect du shabbat) vont construire à Belleville un micro-univers protecteur.*

*[...] La concentration dans un quartier vétuste des Tunes s'explique par le fait qu'ayant quitté la Tunisie dans le dénuement, ils recherchent à la fois les loyers les plus modiques et l'entre soi : famille, amis, coreligionnaires attirent les migrants vers eux pour tenter de reconstituer un univers perdu. Les plus dynamiques peuvent ouvrir des commerces à un prix accessible. L'ensemble de la communauté trouve les structures mises en place par les ashkénazes : des commerces et lieux de culte aux activités artisanales et commerciales pour lesquelles elle est qualifiée. Mais ces structures portent la marque d'une culture différente, et le contact est parfois rude.*

*Avant de rencontrer la société française, les juifs tunisiens rencontrent donc d'autres Juifs. Ils leur doivent un accueil qui, même traversé de tensions, les a sûrement aidés au moment de leur installation. Notamment le partage d'un même habitus professionnel, dans le petit commerce et l'artisanat, a permis aux seconds de trouver du travail chez les premiers.*

*Les Juifs français sont surpris par les coutumes, les manières, la langue et les attentes des Juifs nord-africains. Les bruyants Tunes ne se forment pas une bonne image auprès d'eux. Mais ces nouveaux arrivants doivent s'adapter à une culture qui les choque : ainsi, par exemple, le fait que des responsables de services d'accueil se trouvent être des femmes qui ont du pouvoir sur eux, est insupportable aux hommes méditerranéens.*

*Mais, plus radicalement, ce sont le rapport à la religion et la conception même du judaïsme qui diffèrent profondément. Les séfarades reprochent aux Juifs de France leur détachement de la tradition ; ces derniers stigmatisent en retour la pratique religieuse superstitieuse des autres.*

*À Belleville s'ouvre une compétition entre les ashkénazes encore en place et les outsiders séfarades pour la gestion des affaires communautaires et le choix du rite à la synagogue. Émancipés de la tradition religieuse, tout en gardant des traits de la culture yiddish, politisés, les Juifs ashkénazes de Belleville critiquent l'autorité des responsables communautaires séfarades, leur manque de conscience politique ; ils critiquent la religiosité naïve, l'archaïsme des structures patriarcales, l'exubérance des Tunes, qui pourraient conduire à une résurgence d'antisémitisme<sup>11</sup>. Mais, plus*

---

10. Il ne faut pas oublier que, en Tunisie, sous le protectorat français et avant leur exil, un quart des Juifs avaient obtenu la nationalité française, et certains la nationalité italienne.

11. On retrouve là une attitude timorée qui s'était déjà exprimée dans les années 1920 et 1930 chez les Juifs français «assimilés» face aux Juifs étrangers hongrois, roumains, polonais et russes,



*intimement, ils pensent, sans le dire, que les séfarades – épargnés par l'expérience de la Shoah – sont ainsi radicalement séparés d'eux.*

*Les Tunes vont progressivement s'imposer non seulement dans les lieux de culte, mais en reprenant et en transformant des commerces, en occupant et en changeant l'ambiance des cafés, de telle sorte que l'univers méditerranéen va supplanter l'univers yiddish. La transition, au cours des années 1950 et 1960, s'opère sans drame, mais sans chaleur : le monde culturel des uns remplace celui des autres en dépit de la reconnaissance réciproque de l'identité juive.*

*La spécificité institutionnelle du judaïsme tunisien par rapport au judaïsme français, largement sécularisé, est de ne pas dissocier les fonctions religieuse et sociale, le rabbin se sentant en charge des problèmes des familles. À travers différentes péripéties, la communauté juive tunisienne de Belleville, attachée à ses rites, va imposer au Consistoire son comité de gestion de la synagogue Julien-Lacroix, lequel crée une association d'aide aux familles démunies en 1965 et s'impose ainsi comme l'intermédiaire incontournable entre la communauté et les institutions juives de France.*

*[...] Ce pouvoir traditionnel s'oppose aux interventions des services sociaux du judaïsme français qui jouent cependant un rôle important d'encadrement des familles. Le conflit se cristallise sur la question des aides aux familles nécessiteuses. Pour les leaders locaux, la communauté connaît ses pauvres et entend les secourir selon ses propres critères qui ne sont pas ceux, conformes à l'action sociale professionnelle, des services sociaux qui demandent une vérification des revenus. L'action sociale se heurte donc à une franche hostilité des responsables locaux : les normes traditionnelles s'opposent en l'occurrence à la rationalité bureaucratique.*

*82 % des Juifs maghrébins de Belleville sont tunisiens en 1970 : ils viennent à 90 % de Tunis, du ghetto de la Hara et des quartiers limitrophes ou des banlieues populaires. L'espace social tunisois s'est reconstitué en région parisienne : aux classes moyennes et supérieures, le faubourg Montmartre, Sarcelles, voire les quartiers bourgeois de la capitale ; aux classes populaires, Belleville. Il y a une grande proximité sociale et familiale autant que communautaire des nouveaux venus à Belleville, qui se répartissent en cercles concentriques autour d'un foyer central constitué des rues vouées à des commerces spécifiques.» (B. Zarca, 1998)*

Chaque communauté juive d'Afrique du Nord a des expériences et des pratiques différentes, mais l'arrivée en France est un choc. Ainsi, selon le témoignage de Moïse Cohen, au Maroc «*La tradition religieuse s'imposait à nous en toutes circonstances, sans contrainte. [...] partout en Afrique du Nord nous vivions un judaïsme bon enfant, naturel et sans complication. [...] Dans les pays du Maghreb, les Juifs avaient le sentiment de vivre dans une coquille, une sphère souvent méprisée, mais protégée. Manger, sortir, rien ne posait aucun problème puisque, en tout lieu, nous étions "entre nous".*

Il faut rappeler que, au Maghreb,

*«la famille, au sens large, jouait un rôle social primordial. Les relations familiales étendues étaient le fondement même des relations sociales. Les fêtes religieuses qui rythment l'année liturgique et les cérémonies marquant les grandes étapes de l'existence étaient l'occasion de réunions familiales. Les Juifs vivant dans un même espace, leurs rencontres étaient favorisées. Les fêtes, célébrées avec pompe, contribuaient à créer une certaine ambiance dans une société où tous se connaissaient et dans laquelle des relations entre les individus gardaient toute leur chaleur humaine» (R. Ayoun, 2006).*

Pour les Juifs maghrébins exilés en France «*cette vie sociale fondée sur des relations de parenté constituait un refuge. Un frère ne trompe pas son frère, et un parent peut être de bon conseil. Au sein*

---

récemment arrivés. Attitude qui peut avoir plusieurs causes différentes ou mélangées selon les individus : la crainte d'une renaissance de l'antisémitisme, une adhésion fervente aux valeurs chauvines-républicaines-assimilationnistes, un mépris de classe pour des juifs plus pauvres ou moins éduqués, des pratiques culturelles différentes, des préjugés xénophobes, etc.

*du groupe familial, on éprouvait un sentiment de sécurité. La stricte observance des devoirs familiaux fondée sur le commandement "Honore ton père et ta mère" était un trait essentiel de l'image que le Juif d'Afrique du Nord se faisait de l'honnête homme» (R. Ayoun, 2006).*

L'adaptation n'est pas automatique en France pour les exilés juifs, comme l'explique Moïse Cohen : *«en traversant la Méditerranée, certains ont craint de perdre leur âme. Ils ont été catapultés dans un milieu différent du leur, même s'ils avaient l'avantage de parler la langue nationale, à la différence des Juifs d'Europe orientale qui, arrivés en France quelques décennies plus tôt, avaient cherché en priorité à oublier le yiddish et à apprendre le français, pour s'intégrer au plus vite. La peur de l'acculturation a poussé les séfarades à retrouver leurs racines en fondant des communautés locales, des lieux de rassemblement. Dans le paysage hexagonal laïc, seules les synagogues le permettaient. [...]. Le retour à la pratique religieuse s'explique donc aisément, par opposition à un judaïsme antérieur qui pouvait s'exprimer dans mille lieux différents» (in O. Guland, M. Zerbib, 2000).*

Quelle que soit la part de nostalgie et d'interprétation très subjective de ce dernier témoignage, il éclaire les modifications qui sont intervenues depuis les quarante dernières années au sein du «collectif» juif en France.

*«La communauté juive parisienne s'accroît de 60% par l'arrivée d'une population jeune, au fort taux de natalité. Constituée essentiellement de petits métiers, elle renouvelle le profil socio-professionnel de la communauté d'accueil caractérisé par une surreprésentation des professions libérales et des cadres supérieurs : "28% des Juifs maghrébins sont ouvriers, 15% commerçants ou artisans et 29% cadres et employés moyens"» (C. Siney-Lange, 2001).*

La population juive française passe **de 375 000 en 1961 à 520 000 en 1965**. *«En 1968, un bilan évalue à 150 000 le nombre de Juifs d'Afrique du Nord installés dans les cités de banlieue, sur un total de 300 000 personnes en région parisienne [...]. De huit en 1957, le nombre de temples "de circonstance" passe à quarante en 1964 [...]. Les dirigeants de la communauté souhaitent mettre fin au paternalisme dont leurs aïeux ont fait preuve envers les précédents immigrés» (idem).*

Néanmoins, *«la rencontre entre Ashkénazes et Séfarades est source de relations conflictuelles. Les avantages matériels dont bénéficient les réfugiés [d'Afrique du Nord] attisent l'amertume et le mépris affiché par les Juifs européens. En retour, les [Juifs] maghrébins ont des préjugés sur les [Juifs] français. [...] L'expérience de la Shoah devient une ligne de clivage entre les deux collectivités» (idem).*

Les immigrés juifs d'Europe centrale qui vivaient à Belleville déménagent pour laisser la place aux Juifs tunisiens. De plus, *«les Ashkénazes sont quasiment absents des banlieues» (idem).*

En 1966, le journal *Information juive* *«devient le premier tirage de la presse juive, preuve du poids de plus en plus important du judaïsme séfarade en France» (idem).* *«Par le simple effet démographique, [...] par l'attachement farouche des Juifs maghrébins à leur identité, par l'aspiration profonde à la participation politique et leur volonté bruyante d'affirmation collective [...] c'est une vieille tradition de neutralité et de discrétion<sup>12</sup> attachée au judaïsme français qui s'écroule» (C. Tapia, 1986).*

---

12. Ce que le jacobiniste Jacques Kupfer (très à droite) appelle les *«maladies diasporiques (faire le dos rond, ne pas savoir se défendre, courir derrière des dieux étrangers comme Marx ou Engels)»*

«Les Juifs maghrébins introduisent un nouveau dynamisme politique et social, symbolisé par l'utilisation de la rue. Celle-ci incarne le renouveau communautaire par le développement des commerces casher, des infrastructures religieuses et son extension à l'image du Maghreb "comme une extension du foyer"» (C. Siney-Lange, 2001).

Selon Colette Zytnicki (2005), l'arrivée des Juifs maghrébins en France provoque des changements dans le collectif juif sur plusieurs plans :

**a) démographique :**

«Contrairement à leurs coreligionnaires de France dont la natalité, à l'image de celle des habitants de la métropole, était déclinante, les Israélites originaires du Maghreb offraient les caractéristiques d'une population globalement plus jeune et plus prolifique. Les familles nombreuses n'étaient pas rares, surtout parmi les classes modestes marocaines ou tunisiennes. Alors que le nombre d'enfants par femme était de 1,54 pour celles nées en Europe dans les années 1932-1936, on pouvait l'estimer à 4,58 pour leurs contemporaines natives d'Afrique du Nord [...]

**b) géographique :**

«Contrairement aux immigrations précédentes, les Juifs du Maghreb se sont dispersés sur tout le territoire français. Jusque dans les années 50, Paris, qui regroupait une très large partie de la judaïcité, avait pour vocation d'accueillir les immigrés. Dans le Sentier sont venus s'installer, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les Ashkénazes d'Europe centrale, tandis que les Sépharades d'Orient ont préféré s'établir dans le quartier de la Roquette. Après 1960, la capitale et sa banlieue ont continué d'attirer les immigrants : Belleville est ainsi devenu un haut lieu de l'immigration tunisienne. La nouveauté est que ce mouvement a gagné la banlieue : le Sarcelles d'aujourd'hui où des dizaines de familles juives se sont installées [...].

«Mais le fait le plus marquant de cette migration est certainement la renaissance des communautés de province. Là où une vie juive organisée s'était éteinte depuis le Moyen Âge, des synagogues ont été inaugurées, des magasins casher et des centres communautaires ont ouvert leurs portes. Des collectivités de quelques centaines de personnes se sont formées dans des villes moyennes comme Mâcon, Poitiers, Tarbes ou Rennes, où aucun Juif n'était recensé par les instances communautaires en 1957. [...] Marseille a vu sa population juive passer de 12 000 à 50 000 personnes ; Toulouse, de 3 500 à 14 000 ; Nice de 2 100 à 6 400 ; Bordeaux de 3 500 à 6 400..., sans compter les villes moyennes comme Nîmes, Montpellier, Toulon [...]

**c) social :**

Les Juifs d'Afrique du Nord occupaient des métiers comme ceux de tailleur ou de coiffeur, mais il y avait aussi parmi eux beaucoup de «petits fonctionnaires, employés de l'administration, instituteurs, et même policiers ou gardiens de prison». Face à une «population en cours d'ascension sociale comme l'était la population juive française, surtout composée de professions libérales, d'artisans et de commerçants, auxquels s'ajoutaient de plus en plus des fonctionnaires moyens», les Juifs maghrébins «représentaient globalement une population plus pauvre – ceci est surtout valable pour les Marocains et une partie des Tunisiens –, et moins qualifiée.».

Ce handicap est en partie compensé par une aide importante de l'État français :

«[...] Les Juifs d'Afrique du Nord furent donc des rapatriés, ou des réfugiés. Les premiers ont profité du dispositif mis en place lors de la loi votée en décembre 1961 qui prévoit toute une série d'aides à l'installation et à l'insertion ; les seconds bénéficièrent d'un statut certes moins favorable, mais avec l'assurance d'obtenir la citoyenneté française dans un délai assez raisonnable.»

**d) économique:**

«Le début des années 60 en France a été une période d'expansion soutenue qui a permis l'intégration assez rapide des nouveaux venus. [...] En quelques mois, parfois quelques années,

---

(O. Guland, M. Zerbib, 2000).

*l'essentiel des nouveaux arrivants a trouvé un logement – surtout dans les villes moyennes du Sud du pays, alors en pleine période de construction de logements neufs – et un emploi. La population juive forme toutefois un groupe certainement moins favorisé. Au Maroc et en Tunisie, mais aussi en moindre proportion en Algérie, les petits métiers avaient subsisté, procurant à leurs détenteurs de faibles revenus, dans des pays où le niveau de vie général était plus bas qu'en métropole. Deux ans après l'exode, parfois même beaucoup plus longtemps après encore, nombre de ces anciens artisans ou petits patrons sont toujours sans emploi, survivant grâce à l'aide étatique ou communautaire. [...]*

*«On ne connaît pas le nombre de ceux qui ne purent se réinsérer, mais dès 1963, à un moment où les allocations découlant du statut de rapatrié prennent fin, les institutions communautaires comprennent qu'elles auront à gérer de façon durable le cas des laissés pour compte de l'insertion. On peut en tracer le portrait-type : des personnes plutôt âgées (plus de 50 ans), sans qualification professionnelle. [...]*

*«Plus nombreux sont néanmoins ceux qui ont réussi à se réinsérer, au prix parfois d'un déclassement ou d'une formation acquise à l'âge mûr. Comme pour l'ensemble des rapatriés, l'insertion s'est souvent accompagnée du glissement vers le salariat d'une bonne partie des travailleurs indépendants.»*

**e) familial :**

*«l'exode a accéléré l'entrée des femmes d'Afrique du Nord sur le marché de l'emploi. L'attribution traditionnelle des rôles au sein de la famille a été remise en question, bouleversant à court terme les rapports entre les individus et, à plus longue échéance, les mentalités des groupes concernés. Les femmes ont connu là les prémices d'une émancipation dont leurs filles ont profité.»*

**f) culturel et politique :**

*«La construction d'une identité juive séfarade en France s'est faite en plusieurs étapes. Ceux qui ont connu l'exode général de 1961-1962, on le sait, ont été fondus dans la masse des rapatriés. Ils ont, dans un premier temps, globalement accepté cet état de fait : ils étaient des "Pieds Noirs" et certains ont même largement participé à l'activité des associations de rapatriés qui défendaient leurs intérêts. Il faut certes apporter des nuances à ce schéma général qui est plus adapté aux Juifs d'Algérie. Français depuis 1870, ils avaient partagé avec le reste de la population non musulmane l'épreuve de la guerre de décolonisation et l'exode. Une communauté de sort, forgée entre 1954 et 1962, liait alors les différents segments de la population venue d'Algérie. Mais, aux premiers temps de l'installation en France, on observe un processus semblable parmi tous les nouveaux venus, qu'ils soient issus d'Algérie, du Maroc ou de Tunisie : le refoulement de leurs propres cultures, comme s'il était le prix à payer pour une insertion réussie [...]*

\*\*\*

En 1966, un sondage révèle que 10 % des Français se déclarent antisémites. 13% des Français trouvent les Juifs «trop nombreux», 19% les considèrent moins français que les autres (en 1945, pour 43% des Français, les Juifs n'étaient pas des Français à part entière) et 50% sont hostiles à voir un Juif devenir un jour président de la République<sup>13</sup>.

En 1965, tout à fait dans l'air du temps, Roger Peyrefitte publie *Les Juifs*. Ce livre se vend à plus de 100 000 exemplaires grâce au scandale qu'il provoque... et aux discours antisémites de ses personnages – même si l'auteur prétend avoir voulu démasquer les préjugés racistes.

---

13. Sondage IFOP pour le *Nouvel Adam* n° 5, décembre 1966.

## \* Guerre des Six-Jours : rupture<sup>14</sup> ou saut qualitatif vers la constitution d'une «communauté» juive ?

En juin 1967 éclate la Guerre des Six Jours, guerre «préventive» liée au fait qu'Israël est un tout petit pays. Il n'a que 14 kilomètres de large à son point le plus étroit, dénué de frontières naturelles avec les pays arabes, ce qui explique pourquoi Tsahal foncera vers la Syrie et l'Égypte avec ses chars pour pouvoir augmenter son espace de manœuvre et contrôler à la fois les montagnes du Golan, le canal de Suez et le désert égyptien.

Cette guerre, tout comme celle d'octobre 1956 contre l'Égypte, montre que Israël est un **État comme les autres**, capable de s'appropriier des territoires par la force. **Israël ne sera plus jamais vu, y compris par la gauche réformatrice, comme un petit David juif face à un Goliath arabe.** La gauche commence à s'intéresser davantage à la question palestinienne (le plus souvent qualifiée d'«arabe» et non de palestinienne). Israël occupe tout Jérusalem, dont les «lieux saints», d'où le ton de plus en plus «antisioniste» de la presse chrétienne. George Montaron<sup>15</sup> compare le Christ à un Palestinien dans *Témoignage chrétien*, thème antijudaïque devenu banal aujourd'hui dans les caricatures dites «antisionistes»<sup>16</sup>.

---

14 F. Azouvi (2012) considère que la rupture **n'a pas eu lieu en 1967**. A travers de très nombreux exemples (films, pièces de théâtre, articles et livres depuis la Libération), il essaie de démontrer que :

a) il y a eu une **longue maturation** après 1945. Par conséquent, la rupture, si l'on veut employer ce terme, n'aurait pas eu lieu en 1967, selon lui, mais dans les années **1962/1963** ; pour Azouvi, un sentiment de **culpabilité collective** s'est progressivement formé dans la société française ;

b) les débats intellectuels dans les journaux et les revues, les films et les émissions de télévision après-guerre ont considérablement influencé l'opinion publique française ; la majorité de la population aurait reconnu l'importance du judéocide **bien avant** que les autorités politiques (Chirac en 1995) n'admettent la responsabilité de l'État ;

c) la remise en cause du «franco-judaïsme» a été un processus souterrain qui, même s'il est apparu au grand jour au moment de l'agression israélienne de 1967, avait commencé bien avant. Les deux Statuts des Juifs adoptés par Vichy en 1941 et 1942, puis les déportations de 76.000 mille d'entre eux à partir de juillet 1942 ont montré que les Français juifs pouvaient à tout moment être privés de leur nationalité et de leur citoyenneté, et qu'il était vain pour eux de mettre sous le boisseau ou au second plan leur judéité, même s'ils étaient athées ou agnostiques.

15. G. Montaron est un récidiviste, puisqu'il écrivit en 1974, après la découverte de nombreuses armes dans le coffre de l'automobile de Mgr Capucci, archevêque grec-catholique, et son arrestation: *«Les Sionistes l'ont enfermé avec les droits communs, pensant ainsi l'humilier davantage. Comme ils connaissent mal la Parole de Dieu, ces geôliers-là. Ils ont oublié que Jésus lui-même fut cloué sur la croix au milieu de deux malfaiteurs»* (*Témoignage chrétien*, 17 septembre 1974).

Cette guerre provoque de nombreux «dérapages» aussi bien au PCF (cf. l'article de Benoit Frachon<sup>17</sup>, secrétaire général de la CGT et membre du Bureau politique, dans *L'Humanité* du 17 juin 1967) que chez des intellectuels de gauche comme Jean Genet.

La Guerre des Six Jours amène aussi une partie de l'extrême droite à soutenir Israël et à s'affirmer «sioniste», tout en continuant à tenir des propos antisémites – ce que cache Alain Gresh dans son article sur Xavier Vallat et son «sionisme intégral<sup>18</sup>». Vallat n'était pas plus «sioniste» que Hitler ne l'avait été vingt ans auparavant : il constatait simplement dans *Aspects de la France*, après l'échec des nazis à exterminer tous les Juifs vivant sur cette planète, qu'il fallait leur donner à tous un passeport israélien, pour qu'on ne les confonde pas avec les citoyens des autres nations, et qu'on leur permette d'aller vivre en Israël en raison de la «*vérité foncière du caractère juif*» : à «*tendance dominante*», les Juifs sont, pour Vallat orgueilleux et affligés d'un complexe de supériorité ; ils usurpent la nationalité des pays où ils vivent, etc. On est très loin d'un quelconque «sionisme» ou «philosémitisme» de l'extrême droite, n'en déplaise aux **faussaires** du *Monde diplomatique*.

Le 27 novembre 1967, lors d'une conférence de presse, le général de Gaulle prononce un discours qui rappelle son passé maurassien. On peut supposer que le premier président de la Cinquième république souhaite que la France devienne une puissance importante au Moyen-Orient mais son discours reprend de nombreux poncifs antisémites.

### \* **L'aberrant discours du général de Gaulle**

De Gaulle évoque un «foyer sioniste» alors que la déclaration Balfour de 1917 parle d'un «foyer national juif», ce qui n'est pas la même chose.

De Gaulle parle des Juifs «*jusqu' alors dispersés, qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps un peuple d'élite, sûr de lui et dominateur*». Ce peuple aurait, de surcroît, des visées expansionnistes car les Juifs risquent de «*changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles*». Le général souligne que «*le territoire qu' [Israël] avait acquis ne lui suffirait pas longtemps et qu'il serait porté pour l'agrandir à utiliser toute occasion qui se présenterait*». Cette remarque correspond effectivement à ce qui se passe depuis 1948.

---

17. «*La présence de certains personnages de la haute finance conférait (à la cérémonie) un autre sens que celui de ferveur religieuse que pensaient y trouver les vrais croyants qui y participaient. Le spectacle faisait penser que, comme dans Faust, c'était Satan qui conduisait le bal. Il n'y manquait même pas le veau d'or, toujours debout, qui, comme dans l'opéra de Gounod, contemplant à ses pieds, dans le sang et dans la fange, les résultats de ses machinations diaboliques. En effet, les informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus dans tous les pays du monde : Alain et Edmond de Rothschild. A leurs pieds, des morts encore saignants...*»

18. (<http://blog.mondediplo.net/2010-11-07-Xavier-Vallat-mes-raisons-d-etre-sioniste>).

Néanmoins, cette politique n'a rien à voir avec une prétendue essence conquérante du peuple juif (ou même du peuple israélien) mais tout à voir avec la dynamique de n'importe quel État-nation, à commencer par la France !

De Gaulle explique que les Juifs ont «*provoqué*» (!) des «*malveillances*» (curieuse litote pour caractériser d'innombrables pogroms et un génocide) durant leur histoire. Or, c'est l'un des arguments favoris des antisémites puisqu'ils rejettent toujours la cause de leur haine antijuive sur les actes ou comportements imaginaires des Juifs.

Le général évoque le «*capital de sympathie*» qu'aurait suscité la situation des Juifs en particulier dans la chrétienté, ce qui revient à occulter des siècles d'antijudaïsme virulent de l'Église et nier le silence absolu du pape Pie XII et de la plupart des cardinaux et évêques européens durant la seconde guerre mondiale.

De Gaulle évoque le thème du «*Juif errant*», thème chrétien qui a servi à justifier la punition du peuple juif prétendument déicide.

Pour finir, il mentionne «*des vastes concours en argent, en influence, en propagande que les Israéliens recevaient des milieux juifs, d'Amérique et d'Europe*», thème favori des antisémites.

De Gaulle a-t-il dévoilé son vrai visage en juin 1967, ou son discours avait-il une autre fonction politique ? Si l'on en croit le témoignage du Général, il se serait exprimé ainsi parce qu'il était un homme «*émotif et passionné par nature*» – autoportrait peu crédible. Si l'on en croit Ivan Segré (2020), De Gaulle aurait provoqué délibérément une polémique sur «*les Juifs*». En effet, après avoir perdu l'Algérie en 1962, le premier président de la Cinquième République lorgnait sur le pétrole du Biafra et aurait détourné l'attention sur Israël pour que l'on ne s'intéresse ni à son aide matérielle conséquente aux rebelles biafrais ni à la mobilisation des réseaux Foccart en faveur d'une captation des hydrocarbures africains.

Quelle que soit la «*vérité*», elle est particulièrement glauque... Mais il ne faut pas s'étonner de voir Dominique Vidal et Alain Gresh *du Monde diplomatique*, si prompts à dénoncer l'impérialisme américain, prendre la défense du représentant de l'impérialisme français qu'était De Gaulle.

Ce discours provoque un grand malaise dans la minorité juive qui a l'impression de retourner au XVIII<sup>e</sup> siècle, voire au Moyen Âge. Pour ceux qui viennent d'Algérie, ces propos augmentent leur méfiance vis-à-vis de l'État français et **ils descendent dans la rue<sup>19</sup> pour protester bruyamment, secouant ainsi l'attitude plus discrète des notables juifs.**

En effet, jusqu'à la guerre des Six-Jours «*le judaïsme français n'accorde pas une place considérable à l'État d'Israël. [...]. [Le] «très fort attachement à la République française – malgré Vichy – et leur bonne intégration dans la société française expliquent l'absence d'un sionisme militant, pour preuve le faible taux de départs vers Israël [...]. On assiste pendant plusieurs semaines à des manifestations de soutien à Israël dans les rues de Paris et les grandes villes de France [...].*

---

19. Juin 1967 ne fut pas la première fois où les Juifs de France descendirent dans la rue, en tant que Juifs. Il y eut au moins un précédent, après le 6 février 1934, puisque les ouvriers juifs de Belleville construisirent des barricades contre une éventuelle «invasion fasciste» et participèrent à des manifestations avec des banderoles qui proclamaient en yiddish «A bas le fascisme !» (A. Wieworka, 1986).

*Les collectes d'argent en faveur d'Israël, réalisées par les associations juives en mai et juin 1967, dépassent le total des sommes réunies en France depuis mai 1948. [...] C'est pour des milliers de jeunes juifs sépharades [...] la première mobilisation publique en France»* (S. Ghiles-Meilhac, 2009).

De nouvelles organisations juives surgissent comme le Renouveau juif de Henri Hajdenberg, et tous ces phénomènes poussent le CRIF à faire «*sa véritable entrée dans l'espace public à partir de 1983*» (*idem*).

Après 1967, l'émigration vers Israël reprend et **les tendances assimilationnistes, traditionnellement dominantes dans la minorité juive s'affaiblissent**, mais pas seulement à cause de la politique gaulliste (puis pompidolienne et giscardienne). La politique étrangère de la France est de plus en plus favorable aux dirigeants des États «arabes» en raison de la crise du pétrole. Le gouvernement vend des armes et des avions à tous les régimes, à commencer par celui de Saddam Hussein à partir de 1975 sous Chirac.

*«Le choc provoqué par la guerre des Six jours mais aussi le développement d'une recherche générale des identités particulières qui s'amorce en France dès cette période, de même que, peut-être, l'arrivée à l'âge de la maturité de la génération active qui a connu le rapatriement, tous ces éléments et certainement d'autres encore favorisent l'émergence d'une conscience identitaire nouvelle : celle d'appartenir à un groupe juif singulier, marqué par une culture et une histoire propres : les Séfarades. Dès les années soixante-dix – et le mouvement se confirme largement à la fin du XX<sup>e</sup> siècle –, on assiste à un retour vers les traditions plus ou moins laissées dans l'ombre jusque-là : on réactive celles qui entourent le mariage en renouant avec la cérémonie du henné pour les fiancées, par exemple. Le culte de saints, si caractéristique de la culture juive d'Afrique du Nord, retrouve de la vigueur [...]. Les jeunes gens, souvent issus de mondes juifs différents du fait des mariages intercommunautaires, redécouvrant le monde des grands-parents, font revivre des rites et des traditions dans un mouvement de bricolage identitaire [...] Tout un monde séfarade s'affirme, affichant à la fois sa spécificité vis-à-vis des Ashkénazes, mais aussi l'originalité et la richesse de chacune des cultures spécifiques. Du côté tunisien par exemple, les associations d'originaires se multiplient (Juifs de Sousse, de Djerba, de la Ghriba...), de même que des groupes centrés sur la défense de la culture ou l'histoire (Défense du patrimoine juif tunisien, Société d'histoire des Juifs de Tunisie). Les Juifs du Maroc ne sont pas en reste.*

*[...] La réinvention des traditions peut également prendre des chemins détournés. Ainsi le mouvement Loubavitch, héritier du hassidisme d'Europe centrale, recrute-t-il la grande majorité de ses membres parmi la judaïcité issue d'Afrique du Nord.»* (Colette Zytnicki, 2005.)

Selon L. Valensi (2016), pour ce qui concerne les Juifs d'Algérie, c'est après leur exil qu'ils «*ont remis en question le modèle d'assimilation auquel ils avaient cru. Significative à cet égard est l'apparition d'écrivains, d'anthropologues et d'historiens juifs dans le rôle d'opérateurs d'identité*<sup>20</sup>»

---

20. Souligné par mes soins.



**\* Les conséquences de la Guerre des Six-Jours  
vues par Abdellali Hajjat, Samir Kassir  
et Farouk Mardam-Bey <sup>21</sup>**

«La guerre de juin 1967 provoque un “véritable vent de folie” et un “déchaînement de haine anti-arabe<sup>22</sup>”. Les militants arabes vont alors avoir sous les yeux une scène médiatique et politique objectivement inféodée aux positions de l’État d’Israël. L’enjeu pour les pro-Israéliens est d’amener le général de Gaulle et sa politique étrangère à soutenir l’effort de guerre israélien. Le 16 mai 1967, naît le Comité de solidarité français avec Israël, qui regroupe l’Alliance France-Israël, l’association France-Israël, et les groupes d’amitiés France-Israël du Parlement français. Sont rassemblées toutes les composantes du paysage politique français à l’exclusion des communistes et de l’extrême gauche – mais comprenant la gauche non communiste – et des figures politiques importantes comme Michel Poniatowski (ministre de l’Intérieur en 1974), Pierre Mendès-France ou François Mitterrand. Le soutien à l’effort de guerre israélien va même jusqu’à la constitution d’un Fonds de solidarité avec Israël le 30 mai, qui recueille en trois jours un milliard d’anciens francs.

[...]. La mobilisation de soutien à Israël atteint son paroxysme dans une manifestation d’environ trente mille personnes devant l’ambassade d’Israël. Presque toutes les familles politiques, les institutions juives, les associations de rapatriés d’Algérie, les mouvements d’anciens combattants, résistants ou déportés, les universitaires, les professions libérales et le monde du spectacle commencent dans un même élan de soutien à Israël. Même les consciences de gauche ayant soutenu l’indépendance de l’Algérie n’hésitent pas à se mêler aux nostalgiques de l’Algérie française : “*Jamais un conflit lointain dans lequel la France n’était pas engagée n’avait provoqué une telle mobilisation de moyens ni suscité autant de bruit et de fureur. Et jamais l’opinion publique française ne s’était rangée aussi massivement du côté de l’un des belligérants, en l’occurrence Israël*”<sup>23</sup>.

Le fondement du soutien à Israël doit être recherché dans le prolongement de l’histoire de la Seconde Guerre mondiale, c’est-à-dire que les Arabes sont accusés de vouloir “achever” le génocide des juifs dans le monde. A l’opposé des réels rapports de force en présence (l’État hébreu bénéficie d’une écrasante supériorité militaire), se répand la croyance de la vulnérabilité d’Israël et de la volonté d’extermination des Israéliens par les nations arabes.

Cinq ans après la fin de la guerre d’indépendance de l’Algérie, les thèmes de la campagne font ressurgir les représentations coloniales sur le monde des Arabes et des musulmans : monde irrationnel, mu par la cupidité et la fourberie, un islam dont l’essence serait la haine raciale et la tyrannie, etc. La complexité des événements historiques ayant abouti au sort des Palestiniens est réduite à des reconstructions historiques pour justifier les thèses sionistes : «*Une terre sans peuple pour un peuple sans terre*», la «fuite» des Palestiniens en 1948, etc. Nasser est dépeint comme

---

21. «Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France», *Revue d’études palestiniennes*, 2006. Même si le portrait dressé par l’auteur et ses témoins peut sembler un peu «exagéré», il m’a semblé important de le citer longuement, tant les historiens présentent uniquement le point de vue des Juifs de France, et jamais celui des travailleurs et étudiants maghrébins, arabes ou berbères vivant en France.

22. Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey, *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit judéo-arabe*, tome II, 1958-1991, Minuit, 1993, p. 127.

23. Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, p. 127.

un nouvel Hitler ou un Mussolini panarabe, porteur d'un national-socialisme arabe, etc. Il s'agit de "*l'une des plus formidables campagnes racistes que la France ait connues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*<sup>24</sup>".

Tous les thèmes racistes attribués aux juifs dans les années 1930 sont recyclés pour qualifier l'Arabe : "*L'Arabe fut substitué au juif comme incarnation du Mal : fourbe, nez crochu, ogre insatiable dans les dessins de caricature ; couardise, hypocrisie, voracité, saleté ; menace arabo-communiste substituée au danger du judéo-bolchévisme*<sup>25</sup>." Au début du mois de juin 1967, la virulente campagne anti-Arabs, qui justifie un racisme banalisé et agressif, est légitimée par les élites politiques et médiatiques, et provoque une recrudescence des agressions à caractère raciste contre des travailleurs et des étudiants arabes.

Mis à part le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), toutes les organisations antiracistes, comme la Ligue internationale contre le racisme (LICR) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) éludent le problème. Selon Kassir et Mardam-Bey, la LDH "*ferme les yeux sur toute manifestation du racisme anti-arabe si les sionistes, ou leurs amis, en sont responsables*<sup>26</sup>". La cécité des intellectuels de gauche peut s'expliquer non pas par une haine viscérale envers les Arabes, mais, pour certains, par un nationalisme juif, ou par un européocentrisme ambiant. Sartre ne signe aucune pétition contre l'occupation israélienne, Simone de Beauvoir se conforme au point de vue israélien, et la LDH, suivant les positions de son président Daniel Mayer, refuse même de se rendre en Palestine suite à une demande d'enquête pour un cas de torture à Gaza.

Les seuls éléments de la gauche française favorables à la cause palestinienne sont le PCF et son journal *L'Humanité* (mais pour qui la question nationale n'apparaît pas), certains gaullistes de gauche, le courant chrétien de gauche représenté par *Témoignage chrétien*, et des orientalistes arabisants comme Jacques Berque et Maxime Rodinson. Les "gauchistes", trotskystes ou maoïstes, sont les premiers à souligner la dimension palestinienne du conflit, mais toutes ces voix minoritaires ont peu d'influence sur l'opinion française, malgré les tentatives de création de groupes de pression.

La démarche la plus significative est la création à la fin de l'année 1967 de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA), animée par Lucien Bitterlin<sup>27</sup> et parrainée par d'anciens résistants en majorité gaullistes de gauche et des universitaires spécialistes du monde arabe (comme Régis Blachère et Germaine Tillion). L'ASFA – qui commence la publication du bulletin *France-Pays arabes* en octobre 1968 – joue un rôle fondamental pour nouer des contacts entre l'OLP et la diplomatie française<sup>28</sup>.

---

24. Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, p. 127.

25. Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, p. 127.

26. Kassir et Mardam-Bey, *op. cit.*, p. 127.

27. Lucien Bitterlin fut le chef des barbouzes (terroristes anti-OAS) pendant la guerre d'Algérie, un soutien fervent du dictateur Hafez Al-Assad, un contact régulier d'Abou Nidal (grand organisateur d'attentats terroristes dans les années 1970 et 1980), le président de l'Institut du Monde Arabe (1984-1986) et un lobbyiste au service des États arabes dans l'Union européenne. Abdelalli Hajjat dissimule donc à ses lecteurs «de gauche» les détails de la biographie d'un tel individu actif dans les cercles dirigeants des soutiens à la «Résistance palestinienne».

28. Cette dernière phrase sonne comme un aveu : l'objectif véritable de beaucoup de «propalestiniens» est d'influencer le Quai d'Orsay, les hauts sommets de l'appareil d'État de l'impérialisme français. Mais cela ne gêne pas l'auteur et ceux qu'il cite puisque, comme la plupart des intellectuels identitaires postmodernes et postcoloniaux, il se moque de la Révolution sociale en Europe comme en «Orient».

Le conflit israélo-arabe puis israélo-palestinien se perpétue à travers des crises successives qui affectent différemment les Juifs et les Maghrébins. Si les premiers se sentent de plus en plus concernés par Israël, les peuples de l’Afrique du Nord, après s’être focalisés sur leurs luttes de libération nationale respectives, «*éprouvent une solidarité de plus en plus vive par la suite, certains milieux rabattant sur les juifs locaux les frustrations causées par l’échec des armées arabes au Moyen-Orient – c’est surtout le cas en 1967. Entre juin et décembre 1967, 16 000 juifs de Tunisie et du Maroc gagnent la France, et le mouvement se poursuit l’année, suivante, quoique ralenti*» (L. Valensi, 2016).

### **\* ET VINT MAI 68....**

«*Mai 1968 voit plusieurs dizaines d’étudiants juifs occuper le Consistoire central à Paris. Dans les tracts qu’ils distribuent, ils clament leur refus des “structures napoléoniennes et antidémocratiques ” (le Consistoire) et le “paternalisme des dirigeants juifs” de France. Mai 1968 est aussi l’occasion d’une forte mobilisation des jeunes mouvements sionistes en France.*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

Dans la Sorbonne occupée, les militants soutenant l’OLP d’un côté, Israël de l’autre, sont obligés de remballer leurs stands au bout de quelques jours pour éviter toute bagarre entre eux, ce qui en dit déjà long sur un fossé qui ne fera que s’agrandir dans les décennies suivantes.

### **\* La Cause du Peuple et les Rothschild : un bien sinistre précédent**

Les actions et slogans contre les Rothschild durant les années 1969 et 1970 étaient stupides d’un point de vue politique puisqu’elles encourageaient l’amalgame antisémite Juifs/banque Rothschild/Israël/ Consistoire (Alain de Rothschild était le président de cet organisme).

Selon Robert Hirsh (2017, p. 127), «*La palme de la confusion revient à La Cause du peuple, qui effectue une démonstration antisioniste à l’occasion de la visite à Paris du leader historique de l’État d’Israël, David Ben Gourion qualifié par le journal maoïste d’“idéologue fasciste du Grand Israël”. L’organisation revendique, au nom d’un “groupe d’ouvriers révolutionnaires”, des inscriptions sur l’hôtel particulier de Rothschild – “El Fath vaincra/ Rothschild, le peuple français et le peuple palestinien te balaieront/Ben Gourion fasciste” dans la nuit du 25 au 26 septembre 1969. Le plus intéressant n’est pas tant dans la description de cette action que dans la justification qu’en donne la Gauche prolétarienne. Elle définit les Rothschild comme les “opresseurs du peuple palestinien, les trésoriers d’Israël et les oppresseurs du peuple français ; ces porcs gavés de richesse sont depuis des siècles le symbole de l’oppression du peuple”<sup>29</sup>.*»

---

29. L’auteur est revenu sur la question de l’antisémitisme à gauche dans un autre livre : *La gauche et les Juifs*, Le bord de l’eau, 2022. Contrairement à Hirsch et à d’autres auteurs marxistes, je pense

En 1970, pour annoncer une manifestation dénonçant le massacre de Septembre noir commandé par le roi Hussein de Jordanie, certaines affiches maoïstes propalestiniennes allèrent encore plus loin dans la logomachie antisémite particulièrement tordue : «*Les Rothschild capitalistes oppriment le peuple français ; les Rothschild sionistes oppriment le peuple palestinien ; les Rothschild impérialistes oppriment les Juifs du monde entier*<sup>30</sup>.»

Maud Mandel, universitaire identitaire de gauche, a une expression très indulgente pour qualifier ces slogans criminels. Il se serait agi, selon elle, d'une «*prise de distance symbolique de l'organisation maoïste par rapport à l'establishment juif français*» !!!

Les antisionistes antisémites ont désormais une excellente excuse quand ils tiennent des propos judéophobes ; ils se livrent à une «*prise de distance symbolique [...] par rapport à l'establishment juif français*». La formule est vraiment chic et choc !

Où l'on voit comment les intellectuels identitaires de gauche minimisent l'effet de ce qu'ils appellent eux-mêmes des «stéréotypes antisémites» ; mais comme *La Cause du Peuple* était dirigée par Benny Lévy, qui devint par la suite un spécialiste du judaïsme<sup>31</sup>, ses slogans ineptes sont allégrement absous par Maud Mandel.)

Ces initiatives calamiteuses (et prémonitoires par rapport aux positions dominantes dans la

---

qu'il existe un antisémitisme **de gauche**, Cf. mon texte « Antisémitisme de gauche : définition et fonctions politiques » <https://nfnf.eu/spip.php?article258> .

30. Cette citation a été retraduite de l'anglais par mes soins (et n'est donc pas tout à fait exacte) et figure dans le livre de Maud Mandel, *Jews and Muslims in France : history of a conflict*. On trouvera une interview de cette historienne dans *La vie des idées* de septembre 2014, où elle résume les grandes lignes de son ouvrage. Et l'on pourra lire ma critique des universitaires identitaires de gauche anglosaxons.

31. Il est dommage que cet ex-dirigeant maoïste ne se soit pas penché sur les raisons pour lesquelles il avait conçu, ou en tout cas cautionné activement, cette propagande antisémite, et ses conséquences à long terme sur les militants de sa génération. Dans une interview, il reconnaît cependant avoir écouté sans réagir des propos antisémites d'un cadre de son organisation lors d'un congrès et il précise : «*En 1970, avant les attentats de Munich, nous avons inventé le Palestinien. On devait être antisioniste mais surtout pas antisémite. Pour notre génération, Auschwitz restait le grand interdit. On avait des militants arabes qui se baladaient dans les rues pour dire aux gens "Lisez Fedai le grand journal antisémite". On leur disait : "Non non, surtout pas... Anti-sioniste!" et ils corrigeaient. Jusqu'à ce que Munich, pour la première fois, montre qu'il n'y avait pas, pour les Palestiniens, de différence entre les deux*» [l'antisémitisme et l'antisionisme]. Bizarrement, on trouve le son de cette interview télévisée réalisée par Thierry Ardisson ( ?!) sur un site d'extrême droite donc je ne mets pas le lien. Ce qu'il y a de très ennuyeux dans ces quelques phrases, c'est que l'antisémitisme peut sembler n'avoir concerné que les militants... arabes de *La Cause du peuple*, comme si les autres militants avaient, eux, les idées claires sur l'antisémitisme ! Benny Lévy ne voit le problème qu'à un niveau individuel (en gros, j'ai été lâche) mais n'en tire aucune conclusion politique et collective. Mais peut-être a-t-il écrit sur ce sujet dans d'autres textes...

mouvance antisioniste actuelle) ne sont mentionnées dans aucun des principaux livres sur l'histoire des Juifs de France pendant cette période. Elles sont seulement évoquées dans deux articles sur l'histoire de la solidarité envers le peuple palestinien, l'un de Marc Hecker (2013) et l'autre d'Abdellali Hajjat (2006).

Les milieux intellectuels s'agitent en ce **début des années 70** : Jacques Attali fait ses débuts de futurologue : «*un des problèmes majeurs de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle sera celui des minorités*» ; le Cercle Gaston Crémieux (sioniste, qui compte notamment dans ses rangs Claude Lanzman, Pierre Vidal-Naquet et Richard Marienstras), Annie Kriegel (résistante à 16 ans et ex-stalinienne de choc passée au *Figaro*) et d'autres participent à des débats sur l'identité juive.

Du côté de l'État français, la négation des responsabilités de Vichy continue de plus belle. Ainsi, le 21 septembre **1972**, Pompidou déclare : «*Le moment n'est-il pas venu de jeter le voile, d'oublier des temps où les Français ne s'aimaient pas, s'entre-déchiraient et même s'entretuaient, et je ne dis pas cela par calcul politique, je le dis par respect de la France.*» Il est dans la continuité du gaullisme et de la volonté de la classe politique française d'effacer toute responsabilité de l'État français dans le judéocide, donc pas du tout par «philosémitisme», contrairement à la légende répandue par le PIR et ses compagnons de route «gauchistes » et ignorants !

L'arrivée des Juifs maghrébins (surtout algériens), le choc provoqué par la guerre des Six-Jours, l'apparition de jeunes militants ambitieux et plus combatifs que les notables précipitent des changements dans le «collectif juif» : «*De la crise de mai à juin 1967 va naître un nouveau judaïsme français. [...]. Le CRIF cherche sa place et se refonde par étape [...], adopte de nouveaux statuts en 1971 et change de nom en 1972. Il devient le Conseil représentatif des institutions juives de France.*» Il intègre «des associations qui représentent les Juifs venus d'Afrique du Nord» (AJOT pour la Tunisie et AJM pour le Maroc). (S. Ghiles-Meilhac, 2011.)

Du côté de l'extrême droite, on assiste à des changements qui auront des conséquences durables et néfastes. Le **Front national** se crée en octobre **1972**, avec pour ambition de fédérer tous les groupuscules d'extrême droite. Aux côtés de Jean-Marie Le Pen on trouve Pierre Bousquet, volontaire dans la légion SS Charlemagne, trésorier du FN pendant neuf ans ; Victor Barthélémy, l'un des créateurs de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) qui combattit sous uniforme allemand ; et François Brigneau, ex-milicien. Pas étonnant que le Front national devienne l'un des principaux diffuseurs du négationnisme jusqu'en 2011.

**1972** c'est aussi l'année du massacre des athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich en septembre.

– A la fin de **1973**, face à la montée du militantisme antisioniste dans les facs, se crée le Comité juif d'action (CJA), dirigé par l'avocat Henri Hajdenberg. Ce petit groupe exercera une influence importante deux années plus tard et donnera naissance au Renouveau juif.

## \* JUIFS ET MAGHREBINS

Evoquons d'abord la situation au Maghreb.

La plupart des Juifs algériens partent en 1962 car ils ne se sentent pas en sécurité et ne pensent pas que l'Algérie puisse rester laïque. Selon R. Ayoun (2006), les Juifs craignent d'être «*privés du tuteur qui leur avait assuré une promotion sociale extraordinairement rapide*». L'ennui c'est que ce tuteur était une puissance coloniale.... D'autre part le fossé entre Juifs et Algériens n'a cessé de se creuser, même si les historiens nous livrent sur ce point des témoignages contradictoires.

Par exemple, L. Valensi (2016) évoque les liens culturels entre Juifs et Algériens en ces termes : «*les artistes juifs algériens et les entrepreneurs culturels, juifs eux aussi, ont joué un rôle majeur, au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle tant dans la préservation de la musique arabo-andalouse que dans l'introduction de genres nouveaux, de formes d'expression inédites, et de lieux où les artistes allaient se produire. Si ces artistes restent fidèles à la langue arabe et aux rythmes traditionnels, ils apparaissent désormais publiquement dans les cafés, les cafés chantant, les salles de concert, et dans les soirées privées juives ou musulmanes [...]. Les orchestres de musique orientale, dont l'apogée se situe entre les deux guerres, associent des musiciens juifs et musulmans.*»

Elle signale aussi que, les juifs pauvres, en Algérie, vivent parfois dans les mêmes quartiers que les «indigènes» algériens ; leur logement se compose d'«*une ou deux pièces ouvertes non sur la rue mais sur la cour, où femmes musulmanes et juives exécutaient les tâches, domestiques ou autres, dans la plus grande proximité*» (*idem*).

Mais elle cite également plusieurs témoignages qui nous offrent une vision moins idyllique des rapports entre Juifs et Algériens : «*alors qu'ils avaient des camarades arabes à l'école communale, les lycéens arabes étaient l'exception, et ils étaient toujours des fils de notables fortunés*» (Albert Camus) ; «*les liens s'arrêtaient au seuil des maisons. [...] Dans les grandes tablées familiales, je n'ai jamais vu d'amis musulmans, même le soir où l'on doit laisser une place vide pour l'étranger*» (Alice Cherki) ; «*Durant toute mon enfance, peu avant la guerre qui aboutira à l'indépendance, je ne franchis aucun seuil français, je n'entrai jamais dans aucun intérieur d'une condisciple française*» (Assia Djebar)

Et L. Valensi (2016) va encore plus loin : «*Non, la société coloniale n'a pas été cosmopolite, au sens où des êtres nés dans un lieu et attachés à ce lieu auraient, sans renier leurs particularités, cru à l'égalité des membres du genre humain et à l'universalisme des Lumières. Il ne pouvait y avoir, en Algérie, de fraternité universelle, mais seulement des expériences singulières de fraternisation entre des individus appartenant à des groupes différentes parce qu'ils y étaient nés.*» Si elle dénonce clairement et avec raison la mystification républicaine coloniale, elle ne souligne pas la responsabilité non négligeable du FLN dans cette situation, ou plus exactement elle le fait dans un autre passage de son livre.

D'autres raisons interviennent sans doute dans la décision des Juifs algériens de partir en France : les jeunes ne parlent plus l'arabe comme leurs parents et ils pressentent qu'il leur sera difficile de se débrouiller dans un pays qui va entrer dans un processus d'arabisation accélérée de l'enseignement

et de l'administration, et qui se fixe clairement pour objectif de devenir une république musulmane<sup>32</sup>; d'autre part, au début des années 1960, la France est encore «en pleine expansion économique» et leur semble plus prometteuse.

Pour ce qui est des Juifs tunisiens, leur départ n'est pas directement lié à l'indépendance (acquise en 1956) mais à au moins trois événements traumatiques locaux : «*la crise de Bizerte en 1961, la mise à sac des magasins juifs de Tunis, l'incendie de la grande synagogue en 1967*» (R. Ayoun, 2006).

Pour les Juifs marocains, en dehors de difficultés économiques qui existent aussi en Tunisie, «*les familles craignaient le mariage de leurs filles avec des musulmans*» suite à quelques enlèvements de jeunes filles juives. Cette explication me semble relever d'un fantasme anti-Arabs classique, mais il n'est pas exclu que cette peur, politiquement manipulée, ait pu jouer un certain rôle.

On comprend donc que, dans un tel contexte, l'afflux des Juifs maghrébins en France, entre 1956 et 1967, ait modifié l'équilibre interne au sein du collectif juif (il y a désormais plus de séfarades que d'ashkénazes) mais aussi les rapports entre Juifs et musulmans dans l'Hexagone, les nouveaux exilés juifs maghrébins ayant à la fois la nostalgie de leur terre natale et une certaine rancœur contre leurs compatriotes maghrébins.

L'arrivée en France transforme progressivement les rapports internes aux familles juives:

Elles abandonnent certaines coutumes comme «*la cohabitation du jeune couple avec la famille du mari et l'endogamie stricte entre originaires d'une même ville [...] L'évolution des structures familiales largement amorcée en Afrique du Nord surtout en milieu urbain s'est poursuivie notamment en France. On a parlé fréquemment de la crise d'autorité des parents. Dans les discussions, les jeunes estiment le plus souvent que ce sont eux qui ont raison et n'acceptent pas toujours les observations d'un adulte. Fréquemment, la liberté laissée aux enfants n'est que la conséquence de l'encadrement insuffisant d'une famille, dans laquelle les deux parents travaillent*» (R. Ayoun, 2006)

La présence forte des Juifs maghrébins dans certaines villes transforme le paysage urbain :

«*Le Juif d'Algérie avec celui du Maroc et de Tunisie, a transformé l'aspect des rues traditionnellement juives. À Paris, par exemple, les commerces s'orientent en vendant couscous et merguez. Les magasins et restaurants des quartiers Montmartre et Poissonnière rappellent ceux d'Alger, d'Oran, de Constantine, de Casablanca, de Tanger et de Tunis.*» (R. Ayoun, 2006). Et Selon E.B. Katz (2018), les Juifs se déplacent au sein de Paris et de sa banlieue.

En France, les environ 220 000 Juifs maghrébins arrivés entre 1956 et 1967 nouent désormais de nouveaux rapports avec les «musulmans», ou plus précisément les immigrés d'Afrique du Nord.

Écoutons ce que nous disent R. Leveau et Dominique Schnapper (1986) à propos des rapports entre «juifs et musulmans». [Malheureusement, tout comme Maud S. Mandel (2014), déjà citée, ils donnent la priorité aux définitions religieuses ou ethnico-religieuses.] Leur analyse est datée par certains aspects (l'immigration n'est plus majoritairement d'origine rurale, comme dans les années 1950-1980 ; la plupart des immigrés ont renoncé à revenir vivre dans leur pays d'origine ; et enfin leurs enfants sont devenus le plus souvent français sans avoir l'impression de «trahir» leurs parents

---

32. La première Constitution algérienne adoptée en 1962 est très claire à cet égard : «*La République algérienne est un État indépendant et souverain. Sa religion est l'islam et sa langue l'arabe.*» Avant l'indépendance, l'organe du FLN s'appelait déjà *El Mujahid* (le combattant de la foi), les militants morts au combat étaient considérés comme des *shahid* (des martyrs) et les manifestations de masse réclamaient une «*Algérie musulmane*» et non pas une «*Algérie algérienne*».

comme cela pouvait être le cas). Malgré ces nuances, les auteurs soulignent des points importants toujours valables:

*«Si le rapport entre les juifs et la politique est le fruit d'une longue histoire nationale, le contact avec la modernité française pour les musulmans s'est fait dans, et par, la société coloniale où l'islam conservait son organisation de communauté majoritaire (avec son droit privé, familial et successoral) mais sans expression politique souveraine.*

*L'héritage colonial de l'islam maghrébin est ambigu. L'islam a constitué un des thèmes mobilisateurs de la lutte pour l'indépendance, mais cette lutte se fondait aussi sur l'idée de nation algérienne, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, empruntée à la tradition européenne. La lutte pour l'indépendance a donc légitimé des valeurs étrangères au système de références de l'islam classique, plus attaché à la communauté des croyants qu'à la nation. Pour la majorité des Maghrébins, l'expérience coloniale s'est soldée par le refus de l'intégration à la France. Toutefois, ce refus n'a pas empêché les musulmans d'emprunter une part du patrimoine culturel et institutionnel français. Mais ce sont justement les groupes sociaux exclus du processus de modernisation interne au Maghreb que l'on trouve dans l'immigration. Le plus grand nombre des immigrés est issu des régions rurales où l'islam est majoritaire.*

*Tout émigré pauvre quittant son pays pauvre pour travailler dans un pays riche est susceptible de se sentir traître aux siens. Mais ce sentiment est renforcé, dans le cas des musulmans, par la référence religieuse qui fonde ou justifie la revendication identitaire, sentiment entretenu pour les enfants issus de l'émigration algérienne par les souvenirs de la guerre. Marqués par le passé, leurs parents verraient dans la naturalisation française de leurs enfants l'expression d'une trahison. Ce ne sont pas les persécutions comme dans le cas des juifs, ni seulement le souvenir de la situation coloniale mais la guerre d'Algérie, restée immédiatement présente à la conscience des Algériens, qui réactive un des schémas de la culture islamique selon lequel nationalité et communauté étant étroitement liées, la naturalisation des enfants prendrait le sens d'un reniement.»*

Pour approfondir la question, des rapports entre Juifs et Maghrébins, on doit aussi citer l'étude de Maud S. Mandel (2014)<sup>33</sup>. Selon elle, la véritable rupture, dans les rapports entre Juifs et Maghrébins (musulmans ou pas) n'est pas la guerre de 1967 mais Mai 68 et ses conséquences.

Si, auparavant, Juifs et Maghrébins avaient tendance à s'ignorer en France (il ne faut pas oublier que, avant 1962, la majorité des Juifs étaient d'origine ashkénaze et non séfarde), l'arrivée de 130000 Juifs d'Algérie (beaucoup moins du Maroc ou de Tunisie car ceux-là émigrent en Israël ou ailleurs) change complètement la donne. Les Juifs les plus pauvres comme les Juifs tunisiens de Belleville, par exemple, ou ceux du Marais côtoient les immigrés à Marseille et dans la banlieue parisienne (Aulnay, Bondy, Sarcelles) dans des quartiers populaires, ce qui recrée des liens entre Juifs et Maghrébins.

Néanmoins, la masse des travailleurs maghrébins (il y a 350.000 Algériens en France) continuent à vivre dans des conditions de logement déplorables et à occuper les travaux les moins qualifiés (dans les grandes usines de l'automobile et de la sidérurgie, on assiste à une véritable division ethnique du travail : les OS (ouvriers spécialisés) sont généralement africains ou maghrébins, les OP (ouvriers professionnels) français ou européens ; dans le bâtiment, les premiers sont manœuvres ou maçons, les

---

33. Cf. son interview dans *La vie des idées*, septembre 2014.



seconds contremaîtres ou chefs de chantier ; chez les éboueurs de Paris, seul le conducteur du camion est français d'origine européenne, tandis que les ramasseurs de poubelles sont originaires d'Afrique).

De fait, l'indépendance de l'Algérie, perpétue et renforce, selon Maud S. Mandel (2014), une différence de traitement instaurée par le colonialisme :

– les Juifs d'Algérie, citoyens français depuis le décret Crémieux (1870), bénéficient d'un traitement préférentiel à la fois en raison de leur nationalité et aussi parce qu'il existe de nombreuses associations juives en France qui sont prêtes à les accueillir. Certains ne connaissent pas grand-chose à la France, comme le prouve ce témoignage de Raphaël Draï :

*«Nous ignorions l'existence d'une population arabe aussi importante sur le territoire français métropolitain. [...] En sus de l'Algérie algérienne, une France algérienne venait de nous sauter aux yeux.»*

Comme le raconte un témoin cité par Maud S. Mandel (2014), il y a pléthore d'associations pour accueillir les rapatriés d'Algérie dans le hall de l'aéroport, à Paris, mais seule la Croix rouge se préoccupe des travailleurs algériens ;

– les travailleurs algériens qui viennent en France après l'indépendance de 1962, ou même qui étaient installés dans l'Hexagone avant cette date, sont traités en «étrangers» et non en citoyens français comme les Juifs d'Algérie.

Cette différence de traitement a des conséquences sociales évidentes : les seconds, considérés comme «Européens» s'intègrent rapidement, même s'ils connaissent des difficultés matérielles temporaires ; les premiers, eux, ne bénéficient d'aucun coup de pouce spécial de la part de l'Etat français.

Selon Maud S. Mandel (2014), *«les juifs [algériens] ont eu un meilleur accès aux marchés de l'emploi, de l'éducation et du logement, les plaçant ainsi sur une trajectoire entièrement différente de celle des musulmans arrivés à la même période. Les juifs marocains et tunisiens qui sont venus en France dans les années 1950 et 1960 (et ensuite), sont évidemment arrivés de fait comme des immigrants, aucun texte similaire au décret Crémieux n'ayant été mis en place dans ces territoires. Néanmoins, leur processus d'intégration en France a été plus facile que pour les musulmans d'Afrique du Nord en raison de leur niveau d'éducation plus élevé et de leur meilleure maîtrise de la langue française résultant des politiques coloniales françaises qui avaient encouragé l'acculturation des juifs aux normes françaises.»*

Selon l'historienne américaine, durant les années 1950 et 1960, apparaît l'expression de «juifs nord-africains» qui n'existait pas auparavant. Ce concept est forgé et utilisé par trois forces différentes :

– les fonctionnaires coloniaux français qui ont très peur qu'adviennent des conflits entre les Juifs et les Maghrébins, notamment algériens, dans l'empire colonial français ;

– les organisations juives internationales, qui jusque-là s'intéressaient surtout aux victimes du nazisme durant la Seconde guerre mondiale, se tournent vers les juifs d'Afrique du Nord qu'elles ne connaissaient pas du tout avant. Mais selon Maud S. Mandel (2014), elles voient la guerre d'Algérie (1954-1962) avec les lunettes du judéocide. Elles dramatisent le moindre incident en brandissant la menace d'une répétition de l'Holocauste en Afrique du Nord et privilégient donc la solution de l'émigration vers Israël ;

– les mouvements nationalistes maghrébins qui, au début de leur lutte pour l'indépendance, présentaient les Juifs comme des «indigènes», des individus liés surtout à la Tunisie, au Maroc ou à l'Algérie, changeant de discours au fur et à mesure que les Juifs de ces trois pays partent en exil. Ce départ facilite un virage idéologique de plus en plus «antisioniste» et renforce le fait que les Juifs algériens, marocains ou tunisiens sont de plus en plus présentés comme un groupe qui ne s'est jamais totalement intégré dans le pays où il vivait depuis des siècles, voire comme des agents des puissances étrangères, de la France hier, d'Israël et des Etats-Unis aujourd'hui.

*«Ainsi, le FLN, le Néo-Destour et Istiqlal, qui étaient respectivement les principaux mouvements d'indépendance algérien, tunisien et marocain ont-ils tous déclaré que les juifs étaient des partenaires à égalité dans la lutte contre les Français et faisaient partie intégrante de leurs nations respectives. Les trois mouvements avaient cependant tous des porte-parole qui ont brouillé les lignes entre juifs et sionistes. Propres à la rhétorique nationaliste des trois pays, les avertissements adressés aux juifs selon lesquels l'émigration, en particulier celle vers Israël, était un signe de déloyauté envers leur pays de naissance, ont contribué à établir de nouvelles binarités dont les responsables de la vie communautaire juive ont pris note.»* (Maud S. Mandel, 2014)

Dans un tel cadre, un certain ressentiment s'installe chez les immigrés d'Afrique du Nord, en raison du traitement préférentiel réservé aux Juifs, en fonction de «l'accueil» glacial qu'ils reçoivent dans les mairies, les préfectures et les services sociaux, et des difficultés d'intégration qu'ils rencontrent en raison de leur manque de formation professionnelle.

Mai 68 aura, selon Maud S. Mandel (2014), davantage de conséquences que la guerre des Six-Jours. A partir de 1968 les étudiants de la gauche et de l'extrême gauche françaises s'intéressent davantage à la Palestine ; ils s'unissent aux étudiants arabes ou maghrébins non seulement pour développer la solidarité avec telle ou telle organisation palestinienne, mais aussi pour tenter d'établir des liens avec les travailleurs d'Afrique du Nord dans les usines et les quartiers ouvriers. Ils apprennent l'arabe, ils organisent des cours d'alphabétisation, bref ils se donnent toutes sortes de moyens pour populariser la cause palestinienne et la lier aux déplorables conditions de vie et de travail des immigrés en France. Ce couplage politique ne marche pas vraiment, mais une polarisation autour du Moyen-Orient s'instaure, aussi bien du côté des jeunes étudiants ou lycéens «sionistes», que des jeunes étudiants français et arabes qui veulent défendre les droits du «peuple palestinien» (notion récente, puisque l'on parle encore de «conflit israélo-arabe»).

Selon Maud S. Mandel (2014), le discours se radicalise autant du côté des organisations juives traditionnelles (qui ont toujours défendu le franco-judaïsme le plus patriotard et réactionnaire) que du côté des organisations d'extrême gauche qui, elles, commencent déjà à faire l'éloge du «droit à la différence<sup>34</sup>» et à se présenter comme les meilleurs défenseurs de toutes les minorités régionales, sexuelles, nationales, ethniques, etc.

---

34. François Mitterrand entérinera ce «droit à la différence» dans un discours présidentiel en 1981.

### Sources citées

- Richard Ayoun, «L'exil des Juifs d'Afrique du Nord à l'époque contemporaine», *Insaniyat*, n° 31, 2006
- François Azouvi, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Fayard 2012, Folio 2015
- S. Ghiles-Meilhac, «Les Juifs de France et la guerre des Six Jours : solidarité avec Israël et affirmation d'une identité politique collective», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2009/4, n° 96)
- Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont, 2011
- Olivier Guland et Michel Zerbib, *Nous Juifs de France* (douze entretiens avec des personnalités juives), Bayard, 2000
- Abdellali Hajjat, «Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France», *Revue d'études palestiniennes*, 2006.
- Marc Hecker, «Un demi-siècle de militantisme pro-palestinien en France : évolution, bilan et perspectives», *Confluences Méditerranée* n° 86, 2013
- David Hirsh, *Contemporary Left antisemitism*, Routledge, 2018
- Robert Hirsch, *Sont-ils toujours des Juifs allemands ? La gauche radicale et les Juifs depuis 1948*, Éditions Arbre bleu, 2017
- Ethan B. Katz, *Juifs et musulmans en France, le poids de la fraternité* [2015], Belin, 2018
- Laurent Klein, «Les Juifs de France entre fidélité et inquiétude. Qui êtes-vous, Monsieur Sarfati ?», *Études* 2006/6, n° 404
- Rémy Leveau et Dominique Schnapper, «Religion et politique ; juifs et musulmans maghrébins», *Revue française de science politique* n° 6, 1987
- Maud S. Mandel, *Muslims and Jews in France: History of a Conflict*. Princeton University Press, 2014
- Maud S. Mandel, « Juifs et musulmans de France, histoire d'une relation, Entretien », La vie des idées, 2014, <https://laviedesidees.fr/Juifs-et-musulmans-de-France>
- Moishe Postone, «Reflections on Jewish History as General History: Hannah Arendt's *Eichmann in Jerusalem*» (2000, sur le site platypus1917.org)
- Charlotte Siney-Lange, «Grandes et petites misères du grand exode des Juifs nord-africains vers la France. L'exemple parisien», *Le Mouvement Social* n° 197, 2001/4,
- C. Tapia, *Les Juifs sépharades en France (1965-1985)*, L'Harmattan, 1986
- Lucette Valensi, *Juifs et musulmans en Algérie (VII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Tallandier 2016, Texto 2018
- A. Wieworka, 1986).
- Bernard Zarca, «Patrick Simon et Claude Tapia, *Le Belleville des Juifs tunisiens*» in Gérard Mauger, Louis Pinto, *Lire les sciences sociales, volume 4, 1997-2004*, Autrement, 1998.